



Lettre d'information N°76 – Novembre 2019

L'Afrique pourrait devenir la Chine du XXI^{ème} siècle

1

C'est le postulat avancé par Nicolas BOUZOU, économiste et essayiste (*lire en note 1*) dans un récent éditorial de l'Express et c'est ce que vient de confirmer le dernier rapport de la Banque Mondiale (BM) sur les perspectives économiques globales. Selon la BM en 2011, le continent africain comptait 64 pays à faibles revenus, c'est à dire où le revenu annuel par habitant était inférieur à 755 dollars. Relevé à 995 dollars – pour intégrer l'inflation sur les 18 dernières années – ils ne sont plus que 34 pays entrant dans cette catégorie en 2018.

Le recul de la pauvreté en Afrique ne réjouira pas les pessimistes professionnels, lesquels sont parfois passés par la case altermondialiste. Car, comme le dit N. BOUZOU dans un clin d'œil : « selon eux, si ce ne sont pas les riches qui exploitent les pauvres, c'est que les pauvres exploitent les riches ». Ou comme le disent aussi les populistes : « ce que le paysan rwandais gagne, il le prend à nos agriculteurs ».

On voit revenir là la combinaison de la mondialisation et de la destruction créatrice (*lire en note 2*), laquelle articulation a souvent bénéficié dans le passé aux pays pauvres ou émergents au détriment des classes moyennes des pays riches. Mais une seconde combinaison pourrait bien accélérer les choses en Afrique.

La démographie combinée au développement économique pourrait faire de l'Afrique le moteur de la croissance mondiale pour la seconde moitié de ce siècle

Ainsi, dans l'édition 2018 de son rapport sur les perspectives économiques africaines dévoilé en début d'année à son siège d'Abidjan, Akinwumi ADESINA, PDG de la Banque africaine de développement (BAD) a confirmé la résilience des économies africaines face aux chocs des dernières années. La crise de 2008 étant désormais derrière nous (jusqu'à la prochaine : *lire en note 3*), le continent africain va surfer sur un rebond de sa croissance avec une amélioration significative des indicateurs macroéconomiques.

Avec une production manufacturière en hausse, une amélioration de la mobilisation des ressources internes et des progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles, les prochaines années s'annoncent reluisantes pour le continent, à la double condition de maintenir le cap des réformes et de renforcer l'industrialisation du continent à travers les secteurs à forte valeur ajoutée pour une croissance plus soutenue et surtout, durable.

2000 – 2100 : une transition démographique explosive

Une publication dans la revue de référence *Science* a relancé l'intérêt pour l'évolution de la population mondiale. Cet article reprenait en fait strictement le scénario médian développé en 2012, lequel se contentait de calculer des « intervalles de confiance » autour des valeurs médianes en introduisant un aléa contrôlé dans les hypothèses de fécondité et de mortalité. Mais l'accent y a été mis sur l'horizon 2100, alors qu'auparavant on s'était focalisé sur l'horizon 2050 afin de comparer les résultats à ceux de 2008.

Notons que si sur cette même période de 100 ans, la population mondiale devrait presque doubler - Afrique incluse - on peut aussi s'inquiéter d'une multiplication par plus de cinq de la population de ce continent entre les années 2000 (808 millions) et 2100 (4,2 milliards dans la dernière projection).

Certes, la densité actuelle de population n'est pas très élevée globalement (36 habitants au km² en moyenne pour l'ensemble du continent), mais il ne faut pas oublier que de nombreuses zones sont inhabitables et que, par exemple au Nigéria, pays le plus peuplé, la densité atteint déjà 190 hab/km² (*lire en note 4*). Surtout, en matière démographique la question du rythme est essentielle : quelque idée que l'on ait sur la population qui pourrait vivre décemment en Afrique, la question du taux de croissance est incontournable.

Or ce taux reste très élevé dans certains pays d'Afrique.



Parallèlement entre 2000 et 2008, le niveau de scolarisation secondaire a augmenté de près de 50% et l'espérance de vie a augmenté d'environ 10% au cours de la même décennie.

Rebond de la croissance économique

Dans l'ensemble, les projections de croissance à court et moyen terme sont prometteuses et le rapport de la BAD est nettement plus optimiste que ceux de la BM ou du FMI. En effet, la BAD indique : « *les chocs mondiaux de 2008 et intérieurs de 2016 ont ralenti le rythme de la croissance en Afrique, mais l'année 2017 a été marquée par des signes de reprise. L'augmentation de la production réelle est estimée à 4,1 % en 2018, après 3,6 % en 2017 et 2,2 % en 2016, et devrait se confirmer autour de 4 % en 2019* ».

Bien sûr, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne et certains font preuve d'une croissance exponentielle qu'il convient certes de placer dans le contexte particulier de leur situation socioéconomique et politique. C'est le cas de la Libye avec une hausse estimée à plus de 55 %, en raison de la reprise de la production pétrolière malgré l'instabilité politique chronique depuis 2011. De manière générale, les champions africains ont confirmé leur potentiel avec un retour du niveau de croissance au même niveau que durant les années fastes comme le Ghana avec 8,5 % en 2018, la Côte d'Ivoire avec 7,9 %, le Sénégal avec 7 % ainsi que Djibouti avec 6,9 % ou la Tanzanie avec 6,7 %. D'autres pays comme le Burkina Faso, le Bénin, la Sierra Leone et la Guinée atteindront une moyenne annuelle autour de 6 %. Même les deux pays les plus touchés par la crise et dont l'impact rejaillit sensiblement sur l'économie du continent africain en raison de leurs poids économiques respectifs, le Nigéria et l'Afrique du Sud, renoueront avec la reprise en 2020.

Le défi de l'industrialisation et d'une forte croissance

D'après la BAD, « *cette amélioration ne résulte pas d'un facteur unique. Elle est le reflet d'une conjoncture internationale plus favorable, du rétablissement des prix des matières premières, principalement le pétrole et les métaux, de la demande intérieure soutenue, en partie satisfaite par la substitution des importations, et des améliorations continues de la productivité agricole* ».

Son rapport fait également part de la persistance de certains défis notamment une croissance encore peu créatrice d'emplois ainsi qu'une faible mobilisation des financements au regard des opportunités qu'offrent le marché africain notamment avec la multiplication des fonds en quête de créneaux d'investissements. Pour la BAD, la première priorité pour les pays africains est d'adopter des stratégies de croissance visant à absorber la forte hausse du volume de sa main-d'œuvre tout en réduisant la pauvreté. La deuxième priorité consiste à investir dans le capital humain, en particulier dans la scolarisation des filles et le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes, afin de moderniser l'agriculture et de faciliter la transition vers des secteurs modernes à haute productivité.

Par exemple, le Rwanda, le Kenya et le Nigéria ont fait naître de véritables écosystèmes d'innovation où le capital-investissement progresse vite notamment pour nourrir des start-up particulièrement performantes dans les systèmes de paiement, car la majorité des consommateurs de l'Afrique subsaharienne n'a pas accès aux circuits bancaires classiques mais possède un téléphone portable.

Le président de la BAD n'a pas manqué également de rappeler que la diversification économique est essentielle pour résoudre de nombreuses difficultés du continent et a exhorté les gouvernements africains à encourager le passage à des industries à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier dans les zones rurales où résident encore 70% de la population. « *L'agriculture doit être à la pointe de l'industrialisation de l'Afrique* » a réitéré A. ADESINA ajoutant que « *l'intégration de l'énergie et des infrastructures des transports faciliterait l'intégration économique, le développement des chaînes de valeur agricoles et les économies d'échelle* ».

C'est aussi ce que note le Council on Foreign Relations (*lire en note 5*) qui rapporte les deux points de vue contradictoires qui ressortent des débats entre experts, universitaires et décideurs d'affaires sur l'état des économies d'Afrique subsaharienne. Certains se montreront optimistes : le décollage économique de cette partie du continent est déjà en cours. D'autres se montrent plus pessimistes. Ils doutent de la durabilité de cette croissance, et insistent sur la persistance déprimante de ses difficultés économiques et de l'instabilité politique.



Ils peuvent, pour justifier leur point de vue, invoquer des arguments irréfutables. De plus, malgré un recul global de la pauvreté, certains pays à croissance démographique rapide comme le Burkina Faso, le Mozambique et la Tanzanie peinent toujours à réduire le nombre de leurs pauvres. Par ailleurs, même si la plupart des guerres civiles ont aujourd'hui pris fin (sauf en RDC et en Lybie), des combats ont éclaté à la frontière entre les deux Soudan. À l'heure actuelle, le tiers environ des pays d'Afrique subsaharienne est encore en proie à des conflits violents.

D'autres problèmes d'apparence plus banale ont également de lourdes conséquences. Ainsi, une bonne part des pays africains est prise dans l'étau d'une corruption endémique, et leurs infrastructures sont dans la plupart des cas en piteux état. Par ailleurs, la réussite de certains secteurs économiques ne profite qu'à une élite restreinte, voire très petite dans certains pays ... mais politiquement puissante.

Que faire face à de telles contradictions ?

A priori, ces deux points de vue peuvent paraître irréconciliables. Il s'avère cependant que les deux sont valides, ou qu'ils reflètent tout au moins une réalité plus complexe qui les transcende.

Les pessimistes ou les sceptiques portent une telle attention à la situation des exportations régionales de produits de base qu'ils ne se rendent pas compte de l'incidence qu'a eue sur la croissance récente la mise en œuvre de réformes économiques, dont beaucoup ont été rendues absolument nécessaires au vu des mauvais résultats des politiques du passé.

De leur côté, les optimistes sous-estiment la mesure dans laquelle les problèmes persistants du continent (institutions sclérosées, faibles niveaux d'instruction, systèmes de santé déficients, banques faiblement capitalisées, corruption, etc) reflètent des défaillances des autorités publiques qui seront très difficiles à corriger puisqu'elles trouvent leurs racines dans des conflits politiques, voire tribaux, anciens et récurrents.

De nouvelles infrastructures serviront-elles à quelque chose ?

Dans les pays qui ont affiché à la fois une bonne croissance économique et un recul de la pauvreté, par exemple, l'Éthiopie, le Ghana et le Rwanda, les transformations structurelles sont restées remarquablement faibles. Par exemple, la part du PIB revenant au secteur manufacturier est à peine plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était lorsque ces pays ont commencé à profiter d'une croissance appréciable, il y a près de vingt ans. De multiples facteurs expliquent le retard de développement du secteur manufacturier concurrentiel en Afrique, mais la plupart sont liés aux coûts élevés de production. Même si les revenus par habitant en Afrique comptent parmi les plus faibles au monde, ces coûts sont relativement élevés et sont dus en grande partie au piètre état des infrastructures.

En Afrique subsaharienne, quiconque tente de faire fonctionner une entreprise est constamment aux prises avec des coupures de courant, des routes impraticables et des fuites d'eau. Et que dire du faible débit de l'internet et de la lourdeur de l'administration ! Chacun de ces problèmes d'infrastructure résulte d'une défaillance des états qui, malgré les dommages qu'elle inflige à leurs économies, traduit un équilibre politique qu'il sera difficile de modifier simplement en construisant de nouvelles infrastructures.

Le transport offre un bon exemple de ce problème. Les prix du transport que doivent payer les exportateurs des pays enclavés du continent comptent parmi les plus élevés du monde, en particulier lorsqu'il s'agit de transporter des biens jusqu'à un port par la route. Pourtant, une étude publiée en 2009 par la BM a démontré que les coûts d'opération de transport dans les quatre principaux corridors de transport d'Afrique subsaharienne ne sont pas plus élevés qu'en France. La différence observée entre les prix de vente et les coûts directs tient aux marges bénéficiaires considérables dont jouissent les entreprises de camionnage de cette partie du continent, lesquelles s'approchent dans certains cas de 100%. Ces entreprises sont en mesure d'imposer leurs tarifs parce que la réglementation en vigueur dans la plupart des pays africains empêche la concurrence dans ce secteur, que d'autres modes de transport comme le fluvial ou le rail sont peu développés et que la corruption des intermédiaires arrange souvent les affaires de beaucoup. Ces règlements ont été mis en place il y a quarante ou cinquante ans, lorsque les gouvernements africains, traduisant la pensée économique de l'époque, assimilaient le camionnage à un monopole naturel de l'Etat. Une entreprise unique pouvait veiller plus facilement à ce que la capacité de



chargement des camions soit exploitée de manière optimale. Comme il fallait s'y attendre, ces règles périmées sont aujourd'hui difficiles à supprimer puisque des décennies de bénéfices élevés ont procuré à l'industrie du camionnage des ressources financières considérables qu'elle utilise aujourd'hui pour promouvoir le maintien du statu quo. Ce problème est particulièrement aigu là où l'industrie du camionnage est sous l'emprise de familles entretenant depuis longtemps des relations privilégiées avec les milieux politiques.

Les problèmes d'approvisionnement en eau et en électricité découlent eux aussi de choix politiques. Les pouvoirs publics établissent d'ordinaire des tarifs inférieurs aux coûts réels de ces services afin de protéger les populations pauvres. En conséquence, les compagnies d'eau et d'électricité ont toujours besoin de subventions publiques pour fonctionner. Cette dépendance fournit l'occasion aux politiciens d'influer sur la gestion de ces services et sur le choix de leur clientèle. Les décideurs publics accordent ainsi parfois la priorité aux quartiers qu'ils habitent ou qu'ils préfèrent et qui ne sont pas nécessairement ceux où vivent les plus pauvres où ceux en croissance. De plus, les subventions couvrent rarement la totalité des coûts de production et de distribution, ce qui pousse les compagnies concessionnaires à négliger l'entretien de leurs installations, et conduit aux fuites d'eau et aux pannes de courant ou à la mauvaise qualité de celui-ci. Souvent, les compagnies et les citoyens riches se retirent carrément du système public déficient et utilisent leurs propres réservoirs d'eau et groupes électrogènes, tandis que les pauvres des zones et régions mal desservies s'éclairent encore d'une seule ampoule et doivent acheter leur eau potable chez des fournisseurs privés, à un coût beaucoup plus élevé que celui qu'afficherait le compteur d'un réseau public d'adduction. Cette distorsion politique a notamment pour résultat que depuis 2000, le pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable a diminué dans presque toutes les zones urbaines d'Afrique. En matière d'électricité, hormis les grands barrages et malgré un ensoleillement record et des régimes de vents stables dans de nombreuses régions, les monopoles ne daignent pas dépenser dans les énergies renouvelables.

Alors que les réseaux de télécommunication terrestres (câble et fibre) sont peu développés, le téléphone cellulaire est roi en Afrique et ses coûts sont concurrentiels (au vu du pouvoir d'achat des consommateurs africains). Si le passage par le satellite pouvait éviter leur explosion, le problème des nombreuses « zones blanches » et du trop faible débit de l'internet ne se poserait plus. En effet, celui-ci pourrait monter jusqu'à 100 Mbit/s.

Quels sont les motifs d'optimisme ou pourquoi tenter « l'aventure africaine » ?

Si au vu de ce qui précède, il peut être difficile de rester optimiste au sujet de l'avenir de l'Afrique lorsqu'on songe aux obstacles politiques qui entravent les efforts d'amélioration de son capital humain, il est pourtant crucial de se rappeler que la croissance affichée récemment par les économies d'Afrique subsaharienne, au Maghreb (Libye comprise) et en Afrique du Sud résulte du remplacement de politiques macroéconomiques génératrices de distorsions sociales et économiques qui semblaient immuables il y a quinze ou vingt ans à peine.

Aiguillé par les réactions aux crises d'endettement des années 1980, par l'effondrement de l'Union Soviétique et par la libéralisation politique des années 1990, sans oublier les printemps arabes de 2011, un consensus continental s'est établi en faveur de politiques macroéconomiques prudentes. Ces politiques ont favorisé la croissance qui, à son tour, a engendré l'appui nécessaire des grandes institutions financières internationales (BM, FMI, BCE, etc...) pour les réformes ultérieures, alors même que sévissait la crise économique mondiale déclenchée par les gesticulations financières hasardeuses et américaines de 2008.

Le continent se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Par chance, l'effet combiné de la démocratisation, de l'évolution démographique, de l'urbanisation rapide et de l'élévation, progressive mais certaine, du niveau d'instruction a profondément modifié les processus d'élaboration des politiques, principalement vers le mieux.

L'espace politique nécessaire au choc des idées et à la contestation des politiques publiques s'est désormais élargi. Même les décideurs ou les citoyens qui s'opposent aux réformes sont moins enclins à résister s'ils ont le sentiment d'avoir été consultés et écoutés. De plus, grâce à la mise en œuvre de meilleures politiques économiques, les donateurs et bailleurs étrangers n'insistent plus autant pour imposer des réformes de l'extérieur, ce qui contribue encore à élargir les perspectives pour des réformes intérieures.

L'interconnexion presque complète du continent grâce à la téléphonie mobile cellulaire favorise également les réformes et la transformation structurelle. Les téléphones portables, en favorisant la diffusion plus rapide



d'informations de toutes sortes, permettent à tous les citoyens, même pauvres, d'en apprendre davantage sur des enjeux tels que la nature régressive des subventions publiques et les conséquences défavorables due à la faiblesse des dépenses d'infrastructures. Ils permettent également aux gens de savoir ce que pensent leurs semblables, et de réduire ainsi considérablement les coûts de la mobilisation collective, pendant ou en dehors des élections importantes. Les avancées de la technologie des télécommunications ont aussi aidé les politiciens à découvrir ce que pensent les gens, ce qu'ils veulent ou non, et ont fait en sorte que les opinions des habitants des régions marginalisées se fassent mieux entendre dans les capitales nationales (*lire en note 6*).

La position actuelle de nombre de banques, sociétés et groupes européens est de considérer la situation africaine comme un verre à moitié vide ou à moitié plein. Cela dépend de l'analyse que chacun fait des possibilités de changement politique. Effectivement, les obstacles à la croissance durable du continent sont de nature principalement politique.

Cela ne signifie pas, loin de là, qu'ils seront faciles à abattre, comme le laisse cruellement conclure le rappel des antécédents troublants de la gouvernance africaine au cours des années postérieures à l'indépendance, soit sur plus ou moins un demi-siècle. Cependant, cela signifie qu'ils ne sont pas infranchissables. L'histoire récente des changements politiques et des réformes propices à la croissance en Afrique subsaharienne, au Maghreb et en Afrique du Sud, sans oublier l'Égypte et l'Éthiopie, laisse entrevoir des perspectives favorables.

Certes, croire en un avenir plus prospère pour l'Afrique exige encore aujourd'hui une bonne dose d'optimisme, mais comment ne pas être tenté d'accompagner son développement en matière d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, de réseaux d'énergies, de télécom, d'internet, d'eau potable, d'assainissement, de transports en commun et d'équipements sociaux : hôpitaux, dispensaires, écoles, universités ... etc.

Pierre GATTAZ, à la tête de BusinessEurope (*lire en note 7*) milite pour que les entreprises européennes se mettent en ordre de marche pour aider les états et les villes africaines à développer des *smart cities* et à avancer leurs pions pour faire valoir leurs avantages compétitifs et leur savoir-faire en matière de partenariats public-privé. Si elles ne le font pas, les entreprises chinoises (*lire en note 8*) ou turques, pour ne citer que celles-là, ne les attendront pas.

Si cette note d'information succincte éveille des attentes ou des questions au sein de votre collectivité, organisation ou de votre entreprise, DCR Consultants se tient à votre disposition pour accompagner votre réflexion vers ce que le marché attend et ce qui pourrait vous être profitable. Cordiales salutations.

Denis CHAMBRIER

Consultant Senior

denis.chambrier@dcr-consultants.fr

Mob : 06.7777.1883

Note N°1 : <https://asteres.fr/>

Note N°2 : <https://www.andlil.com/theorie-de-la-destruction-creatrice-155097.html>

Note N°3 : <https://www.forbes.fr/finance/la-prochaine-crise-financiere-se-prepare/?cn-reloaded=1>

Note N°4 : pour mémoire en 2018 : la moyenne est de 119 hab/km² en France et ... de 1.142 au Bangladesh !

Note N°5 : www.foreignaffairs.com

Note N°6 : fin 2018, le réseau social Facebook comptait plus de 184 millions d'utilisateurs africains, soit une progression de 24,61 % sur 15 mois. Cette augmentation s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'amélioration notable des infrastructures de télécommunications et aussi l'accroissement du nombre d'utilisateurs de smartphones sur le continent.

Note N°7 : https://www.businessseurope.eu/sites/buseur/files/media/reports_and_studies/april_2019_-_a_trade_strategy_fit_for_the_21st_century_light_0.pdf

Note N°8 : <https://www.contrepoints.org/2018/10/29/328983-presence-chinoise-en-afrique-vers-une-chinafrrique>

© DCR Consultants – Novembre 2019

DCR Consultants * Denis Chambrier Recommandations

Conseils en Facilities Management & Partenariats Public-Privé

292 Chemin de Valbosquet * Villa N°24 * 06600 ANTIBES * Tel : (33).9.67.53.02.32 * www.dcr-consultants.fr